La dépression en Grèce et l'intrication des crises politique, sociale, économique…

mercredi 20 mars 2013, par UDRY Charles-André (Date de rédaction antérieure : 19 mars 2013).

La situation en Grèce se péjore [détériore] tous les jours pour la majorité de la population. Ainsi, dans le Gymnase d'Acharnon (Athènes), 60 élèves ont été recensés comme souffrant de la faim. C'est le site Boroume.gr qui a révélé ce fait, un site lié à un réseau de distribution de nourriture aux nécessiteux. Soixante jeunes âgés de 13 à 15 ans, sur un total de 313, n'ont avec eux aucun casse-croûte et n'achètent rien à la cantine scolaire. Le lundi matin, fin février, beaucoup de jeunes sont allés voir le directeur, après avoir passé le week-end du 23-24 février 2013 dans leur famille. Il leur a distribué du lait. Ils l'ont bu immédiatement, car la faim les tenaillait. Le directeur a tenté d'ouvrir une « échoppe sociale » avec des prix les plus bas possible pour assurer une alimentation de base. Les aides des magasins des environs ont été maigres, pour ne pas dire plus. Un fabricant de produits laitiers a assuré des livraisons de lait et yogourts deux fois par semaine.

Le chômage, le retard dans le versement des salaires, leur compression et la hausse simultanée des impôts – plus élevés en Grèce qu'en France sur les petits et moyens revenus, sans mentionner les taxes indirectes – font leurs effets… Et ce n'est pas le seul cas. De plus en plus d'informations analogues sont publiées dans la presse, à l'échelle nationale, à propos de la situation des élèves dans les écoles. Ainsi à Patras, des élèves se sont évanouis en se rendant à l'école. La raison : la faim. Un écolier « avoue » à son instituteur qu'il n'a pas mangé depuis deux jours, à l'exception d'un peu de lait. Le site Patras Times indique que des familles et des enseignants ont collecté de la nourriture pour aider certaines familles. Un directeur d'une école primaire à Trikala, en Thessalie, a envoyé une lettre ouverte à propos de la situation d'un élève âgé de six ans : *« Après presque deux semaines d'absence, l'enfant est revenu à l'école émacié, cachectique [amaigrissement progressif et pathologique], avec des tremblements sur tout le corps. Les parents de cet enfant sont les deux au chômage. Ils vivent dans un bidonville. Il manque même de pain. Ils meurent littéralement de faim. Je l'ai constaté en visitant leur maison. Mais ce n'est pas le seul enfant qui est sous-alimenté. »* Et nous ne mentionnerons pas les fruits et les aliments quasi pourris distribués dans une école d'Irakleio, en Crête (et non pas dans la banlieue d'Athènes).

Début mars, le ministre du Developpement, Kostis Chatzidakis, de la Nouvelle Démocratie (ND), a rencontré des représentants de 11 transnationales, parmi lesquelles Barilla (entreprise italienne de pâtes et de sauce), Bic Violex (acquise par le groupe français Bic et faisant des rasoirs jetables) et le géant mondial de l'agroalimentaire : Nestlé (Suisse).

Selon le quotidien *To Vima* du 3 mars 2013, les patrons affirmèrent leur volonté d'investir en Grèce à la condition que les salaires des jeunes soient encore abaissés. Le PDG de Barilla Hellas (filiale grecque), Giorgios Spilopoulos, n'a pas manqué de souligner qu'il n'y avait pas de raison que les firmes soient handicapées par un salaire minimum (510 euros brut à temps plein pour les moins de 25 ans, selon les décisions prises en février 2012) pour les jeunes, quand le chômage parmi eux était aussi élevé (61% en moyenne pour le quatrième trimestre 2012). De concert, avec huit des onze patrons, il proposa un salaire de 250 à 300 euros par mois pour un prétendu « travail à temps partiel », sous la forme de 4 jours pleins de travail par semaine, avec une production équivalant, de fait, à 5 jours. Le représentant de Nestlé, Raymond Franke, a ajouté, de plus, qu'il était nécessaire de réduire le délai d'annonce avant que le licenciement puisse être effectif. La logique : *« nous*

devons être plus compétitifs que les firmes à l'Est ». La course à la répression salariale et à la mise en concurrence des salarié·e·s en utilisant l'armée de réserve industrielle, dans ses diverses composantes, ne fait que commencer.

Cette répression s'accompagne, par nécessité, d'un étouffement des droits syndicaux, du travail, de manifestation, etc. La police joue, à sa manière, le rôle d'étouffoir et la « justice » celui d'auxiliaire lorsqu'elle impose la réquisition des grévistes du métro et des chemins de fer – sous la menace d'être licenciés sur-le-champ – pour briser une grève. Imposer la « loi et l'ordre » est présenté comme issu d'une exigence technique et comptable – impossible à mettre en question – que la droite gouvernementale, le patronat national et international ainsi que leurs guides prédestinés de la Troïka ont « le courage » – et le « savoir-faire » – de mettre en œuvre. Cela malgré l'incompréhension « naturelle » de ceux qui souffrent parce qu'ils ne peuvent savoir que cela est, en dernière instance, pour « leur bien ». Une démocratie « supérieure » s'impose pour ce sauvetage : autrement dit celle qui implique sa négation momentanée, mais sa prétendue résurgence de concert avec une « croissance retrouvée ».

Une note de l'IIF (Institute of International Finance), en date du 13 mars 2013, publiée sous l'autorité de son directeur pour les affaires européennes, Jeffrey Anderson, considère que les compressions budgétaires imposées à la Grèce ont abouti à une contraction du PIB, entre 2010-2012, de 5,25% par année, sans prendre en compte les effets des exportations, alors que d'autres facteurs (investissements étrangers, etc.) ont ajouté 1% par an à cette dépression. L'IIF se dit favorable à un adoucissement de la cure d'austérité, sans quoi la « relance » est impossible. Et la dette impossible à payer, malgré les réductions passées de la dette qui équivalaient, en tenant compte aussi du rachat des obligations, à 41% du PIB ; à 58% sans ce dernier élément. Une réduction qui avait pour fonction première de permettre la recapitalisation des banques. Par comparaison, l'austérité à l'irlandaise n'a abouti qu'à une contraction de 1,7% du PIB pour la même période.

Ainsi, le ministre des Finances, Yannis Stournaras, le jeudi 14 mars 2013, a annoncé que la taxe immobilière (la 5e version de cet impôt) allait être collectée durant toute l'année 2013. Initialement cet impôt ne devait accompagner la facture d'électricité que durant les années 2011 et 2012. Si cet impôt n'était pas payé, la fourniture d'électricité était interrompue. Chaque mois quelque 30'000 ménages ou petites entreprises sont soumis à ces coupures. Le directeur de l'entreprise d'électricité DEH (Public Power Company), Arthouros Zervos, a annoncé le 11 mars 2013 que le nombre de ménages ne pouvant payer leur facture d'électricité en 2011 s'élevait à 400'000. Le chiffre de 700'000 a été atteint en 2012. Il va exploser en 2013. Rien d'étonnant lorsque l'on prend en considération le « simple » fait que les salaires ont diminué, en moyenne, de 40% et que les divers impôts ont augmenté de 25%. Les entreprises d'électricité sont l'objet de projets de privatisation. Et, comme par hasard, le responsable du Fonds de privatisation, Takis Athanasopoulos, ainsi que le secrétaire du Ministère des finances, Giorgos Mergos – qui s'était prononcé en février pour abaisser le salaire minimum en deçà des 566 euros imposés par la Troïka (une baisse de 22%) – ont dû démissionner, car ils siégeaient dans le conseil d'administration de la Public Power Corporation qui a été mêlée, en 2007, à une perte de 100 millions d'euros liée à la gestion de l'usine électrique d'Aliveri. Les anges de la dérégulation doivent s'envoler, mais les privatisations vont s'abattre sur la majorité de la population (hausse des prix, fourniture d'électricité socialement plus sélective, etc.)

Un nouveau sujet « d'affrontement » avec la Troïka (FMI, EU, BCE) porte sur le nombre d'agents de la fonction publique qui doivent être licenciés en 2013 : 25'000 et 120'000 jusqu'en fin 2014. Sans un accord sur ce thème les négociations seront suspendues… et les 3 milliards d'euros promis ne seront pas versés. DIMAR (Gauche démocratique) et le PASOK ont affirmé qu'ils ne soutiendraient pas cette mesure. Sans cet appui des deux partis membres de la coalition, le gouvernement de Samaras tombe : il ne dispose plus des 151 voix lui attribuant la majorité au parlement. Dès lors, des

élections devraient être organisées. Ce que ne souhaitent ni les dirigeants politique de la Troïka, ni ceux du gouvernement de coalition grec. Parions qu'une formule sera trouvée pour camoufler ces licenciements en des « mises en disponibilité », afin que Dimar et le PASOK puissent les accepter grâce à cette « modification ». Ce d'autant plus que le glas sonne à Chypre… avec l'expropriation des épargnants et pas seulement des mafieux russes comme de leurs alliés dans ce centre bancaire insulaire.

La Troïka met aussi la pression sur les délais pour le paiement des arriérés ayant trait aux assurances sociales, aux impôts (fisc) et aux emprunts bancaires. Ces paiements devaient s'étaler sur 10 à 25 tranches selon les propositions du gouvernement Samaras. Cette modalité est rejetée par les fonctionnaires de la Troïka. Samaras et Stournaras – et leurs complices – plieront l'échine et le joug sera ajusté par l'eurocratie. Il est vrai que le gouvernement d'Angela Merkel sait s'occuper du « moral de la troupe grecque ». Ainsi la chancelière allemande, selon le quotidien *Bild* du 13 mars 2013, avait demandé à l'ancien entraîneur allemand de l'équipe nationale grecque de football – qu'il conduisit au sommet du championnat européen en 2004 – Otto Rehhagel, âgé de 74 ans et en pleine forme, de se rendre en Grèce durant trois jours. Cette mission était placée sous le commandement de la chancelière et du président de la Ligue allemande de football. Le but : transmettre son allant à un peuple qui semble jouer – selon les conseillers en communication d'Angela Merkel – les éliminatoires d'une coupe… qu'il doit boire jusqu'à la lie. La « Stimmung » positive d'Otto devait être transmise aux entraîneurs politiques du pays : le président Karolos Papoulias et le premier ministre Antonis Samaras. La coupe européenne de l'austérité était à leur portée ! Lorsque la nouvelle est apparue dans la presse grecque et sur la chaîne Mega TV, le président K. Papoulias l'a partiellement démentie : il ne s'agissait pas d'attribuer une importance exagérée à une telle rencontre avec Otto Rehhagel, bien que les bonnes relations avec l'Allemagne soient de première importance. Otto Rehhagel a contre-attaqué de suite : il devait remplir sa mission. Un match se gagne, y compris durant les prolongations… Pour autant qu'elles ne durent pas trois ans.

Le quotidien « Kathimerini » annonce la participation de Tsipras au Forum de la Fondation Constantin Caramanlis, un sujet d'âpres débats dans les cercles dirigeants de SYRIZA.

En effet, le dernier sondage, publié par le quotidien *Proto Thema*, attribue 29,5% des intentions de vote à SYRIZA ; 28,5% à la Nouvelle Démocratie (ND), 7,5% au PASOK et 6% à la Gauche démocratique (DIMAR) ; la droite extrême des Grecs indépendants obtient 8% et les néonazis de l'Aube Dorée 10% (11,5% en février 2013). Crises politique, sociale et économique sont intriquées. Les pressions sur la direction de SYRIZA (le cercle autour de Tsipras) pour s'adapter « au possible » sont grandes. Mais l'instabilité politico-gouvernementale reste forte ; même si l'objectif de Samaras et de l'UE consiste à passer le cap du mois d'octobre 2013 (élections en Allemagne). C'est sur cet arrière-fond qu'il faut comprendre la brève intervention de Sotiris Martalis, faite lors d'une réunion internationale de la gauche radicale, publiée par ailleurs [1].

Charles-André Udry

P.-S.

* Publié sur A l'encontre le 19 mars 2013 sous le titre « Grèce : dépression et rôle de la gauche de Syriza ».
http://alencontre.org/europe/grece-depression-et-role-de-la-gauche-de-syriza.html

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 28184), Comment DEA veut dans Syriza répondre aux difficultés auxquelles nous faisons face en Grèce et en Europe.